

**Enquête**

**2407 bâtiments de l'Etat menacés de ruine... (2)**

**.. et les véhicules de l'Etat ?**

D'une autre part, les 5 véhicules de l'Etat recensés selon l'inventaire n° 50.603/0086/.P.-A.T./85 - hormis eux qu'utilisent le gouvernorat, l'Assemblée régionale, le comité régional du Parti et l'Hôtel de ville - échappent à un contrôle rigoureux. Cela en dépit de la lettre circulaire n° 50/603/082/T.P.-A.T./85 du 11 mars 1985 du gouverneur de région enjoignant les usagers desdits véhicules de les garer au garage S.T.A. chaque jour à partir de 16 heures.

De fait, le garage S.T.A. compte 48 "stands" pour recevoir les véhicules de l'Etat pour leurs parage et entretien. Mais outre une douzaine d'épaves et les véhicules des divisions des T.P.-A.T. et de l'Environnement, les 30 autos appartenant à d'autres divisions sont en déperdition. Au moins, elles se pointent au garage pour des réparations ponctuelles et l'approvisionnement en carburants et autres produits indispensables pour leur fonctionnement.

Le chef de garage, le citoyen Bulumbu Itanga nous faisant visiter son atelier - du reste opérationnel - n'a pas manqué de manifester son indignation pour la dégradation de certains pans du garage qui sont emportés par les eaux de la rivière Kawa quand elle est en crue. Son personnel, aussi paradoxal que cela puisse paraître, est en chômage et en "surménage" ! Des fois, il n'a rien à faire, comme des fois il doit s'occuper des véhicules qui sollicitent réparations et approvisionnement. Pire, des attestations de carence et des projets de dé-

classement de véhicules de l'Etat que ces techniciens doivent parfois contresigner malgré eux.

Un cas. La voiture Mercedes-Benz A. 99061 déclassée prématurément mais à bord de laquelle roule un certain Konyembo sous la couverture de la lettre n° 50/603/Ville/BKVO27/T.P.-A.T./84. Un cas éloquent...

**D'où proviendra la solution ?**

Que ce soit pour les immeubles que pour les véhicules de l'Etat, une révision radicale de leur gestion s'impose d'autant que même les décisions du commissaire d'Etat compétent et de l'autorité régionale ne sont pas respectées.

Ni la plaque d'immatriculation ni le respect du principe de la non substitution du chauffeur de l'Etat ne sont plus de mise pour les véhicules de l'Etat. Lesquels font le transport de la bière ou la queue, si pas le pilier des boîtes de nuit et le tour des marchés de la ville et d'ailleurs sous la conduite de belles dames. Pendant ce temps, le commun du fonctionnaire bat le pavé pour des raisons de service.

Les immeubles publics gérés à qui mieux mieux, ne peut-on pas vraiment les réhabiliter et les gérer rationnellement plutôt que les distribuer gracieusement à tous ceux ou celles qui n'en ont pas besoin ?

Que font alors tous ces fonctionnaires chargés d'appliquer les décisions de l'autorité? Sont-ils incapables, des corrompus ou des protégés de certains gros bonnets ?

Nous pensons, pour notre part, qu'il est grand temps d'agir et vite. Sinon les biens de l'Etat seront des biens abandonnés à leur... triste sort !

**Le PDG de l'ONL s'insurge contre l'occupation des terrains de son Office**

Le président-délégué général de l'Office national de logement, le citoyen Zazi N'Sina vient d'effectuer une mission de dix jours à Bukavu.

Durant son séjour au chef-lieu du Kivu, le citoyen Zazi s'est rendu compte de l'état délabré dans lequel se trouvent les maisons de

son Office construites dans les zones de Kadutu et de Bagira. Dégâts causés par des érosions!

A quelques heures de son retour à Kinshasa, le citoyen Zazi s'est entretenu avec un de nos collaborateurs en présence du directeur régional de l'ONL au Kivu, le citoyen Ntite.

**JUA: Votre séjour à Bukavu a coïncidé avec la visite du secrétaire d'Etat aux travaux publics et aménagement du territoire qui est, par surcroît, la deuxième personnalité de votre département de tutelle. Votre programme à Bukavu était-il lié à cette visite ?**

**PDG ZAZI:** Non. C'était pour nous une heureuse coïncidence du fait de l'épineux problème des éboulements à Kadutu. Phénomène qui a provoqué la dégradation de presque toutes nos maisons dans certains quartiers, notamment à Tshimpunda, Funu et Buholo.

**JUA: Comment comptez-vous réhabiliter ces maisons ?**

**PDG ZAZI:** Je dois d'abord affirmer que j'ai apprécié à juste valeur l'initiative du directeur régional de l'ONL au Kivu, le citoyen Ntite qui a commencé la réfection de certaines maisons sans attendre Kinshasa; une bonne initiative malgré les moyens de bord ! Pour les maisons dégradées suite aux érosions et éboulements, nous devons distinguer deux catégories : il y a celles à détruire com-

plètement puisqu'elles sont dans un état dangereux. C'est le cas des maisons n° 38 et 39 à Buholo IV et celle n° 56 à Tshimpunda Ier. Et enfin celles demandant des réfections des murs fendus. Telle la maison n° 15 à Tshimpunda Ier.



**JUA: Il y a trois ans votre office vendait ses maisons à ceux de ses locataires qui en avaient des possibilités. Cette politique a été suspendue à partir de juillet 1983 au moment où certaines personnes en avaient déjà donné les acomptes. Votre office pourra-t-il revenir sur sa décision ?**

**PDG ZAZI:** C'est conformément à l'article 23 de l'ordonnance-loi portant statut de la création de l'ONL que nous avons stoppé les ventes de nos immeubles. Car, cet article prévoit l'aliénation du patrimoine de l'Office à la seule condition de requérir l'accord du département de tutelle qui doit être préalablement sanctionné par une autre ordonnance du Chef de l'Etat.

Et c'est en se référant à cette disposition que le Conseil exécutif

avait, lors de sa session hebdomadaire du 10 mars 1984, suspendu la vente des maisons.

Pour ceux qui avaient déjà versé les acomptes substantiels, nous avons accepté qu'ils apurent leurs dettes.

**JUA: Comme ses se détruisent à Bukavu et à Bagira, l'ONL inquiète-t-il en constatant d'autres dans la ville de Bukavu ? Il faut que vous n'avez plus de terrains.**

**PDG ZAZI:** En effet, nous n'avons plus de ter-

ains que l'Office avait. Je regrette les attributions et les ventes anarchiques de terrains à Bukavu et notamment dans le quartier de Nyamungu Panzi.

Actuellement, l'Office n'est pas découragé. Les instances supérieures du pays s'occupent de la réévaluation et de la réhabilitation de l'Office. Pour les maisons occupées par les citoyens des FAZ à Bagira, nous avons obtenu un fructueux accord avec le chef de la 7ème circonscription militaire. Pour le moment, nous attendons d'abord la décision finale.

Propos recueillis par Kassa Mal...

**Message de félicitations**

**à S.E. Mgr Gapangwa, évêque d'Uvira**



Au nom de sa famille et de la communauté des Banyamulenge résidant dans la ville d'Uvira, le citoyen TOTO Serugo a l'honneur de présenter à son Excellence Mgr Gapangwa Nteziryayo ses sincères félicitations à l'occasion de sa nomination par le Saint-Père comme troisième évêque du Diocèse d'Uvira.

Que le Tout Puissant daigne le bénir dans l'accomplissement de ses lourdes et nobles fonctions d'apôtre de notre Seigneur Jésus Christ.

\*L'abbé Gapangwa nommé évêque d'Uvira

**PHARMAKINA ANNONCE**

LA SOCIÉTÉ PHARMAKINA PORTE A LA CONNEXION DE SON AIMABLE CLIENTÈLE QU'À DATER DE (LE 10 AOUT 1985) L'HORAIRE D'OUVERTURE EN VILLE EST LE SUIVANT :

LUNDI - VENDREDI DE 8H00 A 12H30 13H30 A 16H00 SAMEDI

DE 8H00 A 12H30 LE CHANGEMENT DE L'HORAIRE EST MOTIVÉ PAR LE SOUCI DE TOUJOURS MIEUX SERVIR.

LA DIRECTION